



**12<sup>ÈME</sup> RÉUNION ANNUELLE CONSULTATIVE CONJOINTE VIRTUELLE  
DU COMITÉ POLITIQUE ET DE SÉCURITÉ DE L'UNION EUROPÉENNE  
ET DU CONSEIL DE PAIX ET DE SÉCURITÉ DE L'UNION AFRICAINE**

**26 OCTOBRE 2020**

**COMMUNIQUÉ CONJOINT**



## COMMUNIQUÉ CONJOINT

Le 26 octobre 2020, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA) et le Comité politique et de sécurité de l'Union européenne (UE) ont tenu leur **12<sup>ème</sup> réunion annuelle consultative conjointe virtuelle** dans le cadre de leur dialogue régulier en vertu de l'Article 17 du Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, et du Partenariat UA-UE. La réunion était coprésidée par S.E. Ambassadeur Osama Abdelkhalek, Représentant permanent de la République Arabe d'Égypte auprès de l'UA et Président du CPS de l'UA pour le mois d'octobre 2020 et S.E. l'Ambassadeur Sofie From-Emmesberger, Présidente permanente du COPS de l'UE.

La discussion lors de la 12<sup>ème</sup> réunion consultative conjointe s'est appesantie sur les situations au Mali/la région du Sahel, au Soudan et en Somalie. Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont également noté qu'octobre marque le 20<sup>ème</sup> anniversaire de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies. Si des progrès ont été réalisés en ce qui concerne l'inclusion des femmes dans les processus de rétablissement de la paix, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour faire progresser la mise en œuvre.

En ce qui concerne la situation au **Sahel**, le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont exprimé leur profonde inquiétude face à la détérioration croissante de la situation sécuritaire au Sahel, principalement due aux déséquilibres sociaux et économiques, du terrorisme et du crime organisé, qui aggrave encore la situation sécuritaire et humanitaire dans la région. Ils ont fermement condamné les attaques contre les populations civiles, les forces armées et de sécurité des pays de la région et toutes les autres forces régionales et internationales. Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont réaffirmé leur engagement à continuer de soutenir la Mission intégrée multidimensionnelle des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et ont souligné la nécessité de mettre des ressources supplémentaires à la disposition de la Mission, en vue de renforcer davantage sa capacité à s'acquitter plus efficacement et de manière plus efficiente de son mandat. Ils ont réaffirmé également leur soutien à la Force conjointe G5 Sahel, et ont appelé toutes les parties prenantes et les partenaires internationaux à soutenir la Force en lui fournissant les ressources nécessaires et en renforçant ses capacités pour lui permettre de s'acquitter efficacement et rationnellement de son mandat. Les missions de la Politique de Sécurité et défense commune de l'Union Européenne (PSDC) continuent à aider les forces de sécurité nationales, la Force conjointe G5 Sahel et MINUSMA.

Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont réitéré l'importance d'une coordination renforcée, ainsi que de l'importance de s'attaquer aux causes profondes de la détérioration de la situation dans la région, par le biais d'une approche globale qui comprend la consolidation de la paix et de la reconstruction post-conflit ainsi que les dimensions politiques et du développement. À cet égard, ils se félicitent de la création de la Coalition du Sahel et réaffirment l'importance du respect des droits de l'homme et de la lutte contre l'impunité par toutes les parties prenantes et les autorités de l'État - y compris les Forces de sécurité et de défense. En outre, ils ont pris note des prochaines élections au Burkina Faso et au Niger, et de l'importance de veiller à leur déroulement pacifique. Ils ont salué les efforts déployés par le G5 Sahel et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour lutter contre les



fléaux du terrorisme et de la criminalité organisée, et ont pris note des consultations en cours entre les parties prenantes concernées pour déployer 3 000 hommes supplémentaires conformément à la Décision 792 de la Conférence de l'UA. Ils ont également pris note de l'intention de l'UA de redynamiser le Processus de Nouakchott dans le cadre du processus d'examen de la Stratégie de l'UA pour la région du Sahel. Ils se sont félicités de l'engagement important et continu de l'UE dans la région avec la mobilisation des différentes ressources dans le domaine de la sécurité, du développement et de l'humanitaire. La révision en cours de la Stratégie de l'UE pour la région du Sahel sera l'occasion d'adopter une approche davantage axée sur les résultats, en s'efforçant de renforcer la responsabilité redditionnelle.

Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont salué les développements positifs dans l'évolution de la situation **au Mali**, avec la mise en place d'une Transition dirigée par des civils par la nomination du Président, du Vice-Président et du Premier Ministre, la formation du Gouvernement de transition, et la libération de tous les prisonniers politiques qui étaient détenus le 18 août 2020, conformément aux décisions respectives du CPS de l'UA et de la CEDEAO et l'adoption de la Charte de la transition. Ils ont encouragé les parties prenantes Maliennes à défendre les intérêts nationaux et à déployer leurs efforts en vue de la bonne mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger (2015) et de la Charte de la transition, y compris l'organisation d'élections démocratiques crédibles et transparentes dans les délais impartis et les mesures pour améliorer la gouvernance. Dans le même contexte, le CPS de l'UA et le CPS de l'UE ont lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle soutienne le Mali pendant sa phase de transition, et en particulier pour qu'elle renforce son aide humanitaire au Mali compte tenu de la gravité de la situation humanitaire, qui a été exacerbée par le déclenchement de la pandémie du coronavirus.

Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont noté l'étroite coordination de l'UE avec la CEDEAO et l'UA et ont salué l'engagement de l'UE dans le cadre de ses activités de coopération et de la PSDC.

Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont réitéré l'importance d'une coordination renforcée pour une stabilité et une sécurité régionales plus efficaces dans la Corne de l'Afrique; l'importance des partenariats régionaux et interrégionaux a été soulignée. Ils ont reconnu les deux transitions historiques en cours au Soudan et en Éthiopie. La révision du Cadre stratégique de l'UE pour la Corne de l'Afrique de 2011 offre l'occasion de renforcer encore le rôle de soutien de l'UE dans la région.

En ce qui concerne le **Soudan**, le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont réaffirmé leur engagement à accompagner le Soudan sur la voie des réformes politiques, économiques et sociales, en vue de faire de la Transition du pays vers la démocratie un succès. Ils ont également salué les efforts déployés par le gouvernement de transition du Soudan, dirigé par des civils, pour mettre en place les réformes politiques et économiques indispensables, y compris le renforcement des droits de l'homme. À cet égard, la criminalisation des mutilations génitales féminines et la réforme du système de justice pénale ont constitué des étapes importantes. Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont salué l'annonce faite par le Gouvernement de Transition du Soudan de prendre des mesures efficaces de justice



transitionnelle en vue de garantir la justice et la responsabilité pour les atrocités commises par le passé au Darfour. À cet effet, ils ont également salué la récente visite au Soudan du Procureur de la Cour pénale internationale (CPI), Mme Fatou Bensouda.

Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont salué la récente annonce par le Président américain de son intention de retirer le Soudan de la liste américaine des États qui parrainent le terrorisme (SST). Ils espèrent que cette annonce sera mise en œuvre le plus rapidement possible afin de créer des conditions favorables au redressement économique et au développement social du pays. Ils ont également encouragé le Gouvernement de Transition du Soudan à identifier les domaines prioritaires d'intervention visant à promouvoir la stabilisation, la reconstruction et le développement post-conflit. Ils ont appelé tous les partenaires internationaux à honorer leurs engagements annoncés lors de la Conférence de haut niveau sur le partenariat pour le Soudan en juin 2020 et à faire preuve d'un engagement véritable et significatif pour aider le Soudan à relever les défis économiques, financiers et monétaires actuels.

Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont salué la signature de l'Accord de paix de Juba le 3 octobre 2020, ouvrant la voie au rétablissement d'une paix inclusive et globale dans le pays, et à cet égard, ils ont exhorté les parties signataires à mettre en œuvre les dispositions de l'Accord de paix et à travailler ensemble à la promotion d'une paix durable au Soudan, y compris de veiller à une participation des femmes et des jeunes à ce processus.

Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont également salué la signature antérieure d'un Accord conjoint sur les principes, le 3 septembre 2020, par le Premier ministre du Gouvernement de Transition du Soudan, Abdalla Hamdok, et le Président du Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord (SPLM-N-AH), Abdelaziz al-Hilu, comme une étape positive vers le maintien de la cessation des hostilités et la création de conditions favorables pour que toutes les parties trouvent des solutions constructives et politiques.

Les CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont souligné la nécessité pour les autorités soudanaises et toutes les parties prenantes soudanaises compétentes de poursuivre leurs efforts par le biais du dialogue, de la coopération et de l'engagement permanents afin de contribuer collectivement à la mise en œuvre de l'Accord de paix aux fins de relever la multitude de défis auxquels le pays est confronté. Ils ont souligné la nécessité d'une participation soutenue et significative des femmes et des jeunes à la prise de décision et à la consolidation de la paix à tous les niveaux.

Les CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont exhorté toutes les parties non signataires de l'Accord de paix, en particulier M. Abdul Wahid Mohammed al-Nur, à s'engager immédiatement et sans condition dans le processus de paix en cours et à s'engager à cesser les hostilités en vue de construire une paix durable dans le pays.

Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont encouragé les pays voisins du Soudan, l'Autorité intergouvernementale pour le Développement (IGAD), l'UA et la communauté internationale au sens large à continuer de fournir un soutien politique, technique et économique au



Soudan et à son peuple, afin de maintenir la dynamique actuelle et de consolider les progrès réalisés à ce jour.

Les CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont exprimé leur profonde préoccupation concernant la situation humanitaire au Soudan, qui a été exacerbée par les inondations, l'invasion des criquets pèlerins et la pandémie du COVID-19 et, à cet égard, ils ont lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle poursuive de manière accrue son appui humanitaire.

En ce qui concerne la **Somalie**, le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont salué les progrès accomplis par le Gouvernement fédéral de Somalie (GFS) et les États fédéraux (EF), notamment la tenue du processus de consultation de Dhusamareeb qui a abouti à l'Accord sur le modèle électoral pour les élections nationales de 2020/21; ils ont souligné la nécessité de mettre en œuvre le modèle électoral convenu et de garantir un déroulement pacifique et transparent des élections; le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont également salué la reprise d'un dialogue constructif et d'une collaboration entre le FGS et le EF visant à dégrader Al Shabaab et d'autres groupes terroristes, ainsi qu'à garantir le rétablissement de la paix et de la sécurité en Somalie.

Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont souligné que le rétablissement de la paix et de la sécurité en Somalie devrait être le point de mire de tous les acteurs politiques en Somalie, sur la base d'une collaboration entre le FGS et les EF dans un modèle fédéral avec sa déclinaison en termes politiques, économiques et sécuritaires. Ils ont pris note du processus actuel de révision du Plan de transition Somalien (STP), mené par le FGS, en collaboration avec l'UA et d'autres partenaires internationaux et ont exhorté toutes les parties au processus à rester concentrées sur son achèvement, dès que possible. En outre, ils ont appelé toutes les parties prenantes Somaliennes à poursuivre activement leur engagement en vue de la conclusion de la révision constitutionnelle.

Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont exprimé leur gratitude à la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) pour sa contribution à la création d'un environnement favorable au processus politique et ont rendu hommage aux pays contributeurs de troupes et de police à l'AMISOM (T/PCC), ainsi qu'à leurs ressortissants, en particulier à ceux qui ont consenti le sacrifice ultime pour promouvoir la paix, la sécurité, la stabilité et la réconciliation en Somalie. Ils ont encouragé l'AMISOM à intensifier ses efforts pour relever les défis de la paix et de la sécurité en Somalie, en particulier l'élimination du groupe terroriste Al Shabaab. Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont également convenu de continuer à soutenir le rôle de l'UA et de l'IGAD en tant qu'agents de stabilisation dans la région.

Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE, notant que plus de progrès était nécessaire, ont encouragé le GFS et les EF à accélérer les processus de génération de forces pour occuper et sécuriser toutes les zones libérées d'Al Shabaab par l'AMISOM et ont souligné la nécessité de veiller à ce que les forces de l'Armée nationale somalienne soient bien équipées pour prendre la relève de l'AMISOM en matière de sécurité, tout en notant la nécessité de soutenir la Réforme du secteur de sécurité Somalien après 2021. À cet égard, ils ont insisté sur la nécessité pour le GFS, l'AMISOM et les Nations unies de définir des approches et des



stratégies appropriées pour relever efficacement les défis auxquels est confronté le processus de génération de forces par l'Armée nationale somalienne (SNA).

Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont mis en exergue l'importance de respecter la souveraineté, l'indépendance politique et l'intégrité territoriale de la Somalie et, à cet égard, ils ont exhorté tous les partenaires soutenant le processus de paix en Somalie à coordonner et à harmoniser leur soutien et à orienter tous leurs efforts vers le soutien de la Somalie dans ses efforts pour rétablir la paix, la sécurité et le redressement économique.

Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont pris note des consultations en cours pour la convocation d'une Conférence sur la sécurité le 30 novembre, organisée conjointement par le Gouvernement fédéral de Somalie, l'Union africaine et l'Union européenne, en vue de galvaniser le soutien à la mise en œuvre du Plan de transition actualisé et de rechercher l'alignement d'un cadre approprié de sécurité et de stabilisation plus large pour la Somalie après 2021.

Dans le même contexte, ils ont félicité l'UE pour son soutien financier continu à l'AMISOM et ont rappelé la résolution 1863(2009) du Conseil de sécurité des Nations unies établissant un Fonds d'affectation spéciale pour l'AMISOM visant à accélérer la mobilisation prévisible des ressources financières.

En outre, le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont salué la conclusion de l'Examen stratégique des missions PSDC de l'UE dans la Corne de l'Afrique et se sont félicités de l'aide continue apportée aux institutions de sécurité et aux Forces de sécurité Somaliennes pour renforcer leurs capacités dans la mise en œuvre du Plan de transition Somalien.

Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont exprimé leur profonde préoccupation face à la crise humanitaire qui prévaut dans de nombreuses régions de la Somalie et qui a été accentuée par les inondations, la résurgence due à l'invasion des criquets pèlerins et la pandémie du COVID-19. À cet égard, ils ont lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle renforce son soutien humanitaire à la Somalie et aux partenaires internationaux concernés pour qu'ils contribuent à l'Appel humanitaire d'un milliard de Dollars requis pour faire face aux graves problèmes humanitaires auxquels la Somalie est confrontée.

Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont rappelé que la paix et la sécurité sont des priorités pour le partenariat global UE-UA. Dans la perspective du prochain sommet UE-UA qui se tiendra à Bruxelles en 2021, les deux parties se sont engagées à continuer d'œuvrer à la réalisation de résultats conjoints ambitieux.

Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont convenu de convoquer leur prochaine réunion consultative conjointe annuelle en 2021 à une date qui sera fixée d'un commun accord par les deux parties.